



«nouveau monde», «jour d'après»... : quand un GOUVERNEMENT en cache un autre, ...aie aie aie !!!!

Après la crise sanitaire et le confinement durant deux mois, voilà la **déconfiture de l'emploi** avec son lot de suppressions d'emploi, +22.6% de chômeurs en plus au niveau national et autant en Val de Marne !

Après la vague verte, voilà le temps d'un remaniement du gouvernement autour des mêmes pour la plupart, et quelques entrées remarquées à la Justice, à la Culture...

Cependant les problèmes économiques et sociaux sont encore devant nous malgré le grand renfort des aides publiques ; le plan gouvernemental de soutien en direction de l'automobile, 8 milliards d'euros, le groupe RENAULT confirme son plan stratégique d'économies de 2 milliards avec la fermeture de deux usines, et de sauvegarder celle de FLINS !

drôle de paradoxe mais honte à eux ! Même chose avec Airbus ou Air France et son lot de suppressions d'emplois ! Et ce n'est que le début d'une autre déferlante frappant des milliers d'emplois et par conséquent des salariés.

PREMIER COUP DUR : le couperet est tombé ce 29 mai et les **263 salariés de CHOISY LE ROI** sont victimes de l'après covid et de la mauvaise gestion du groupe Renault ! Ces 263 personnes avec les sous-traitants et intérimaires, près de 400 personnes au total, ne peuvent croire à cette décision qui détruit un établissement exemplaire spécialisé dans l'échange standard moteurs, boîtes pour Renault, Nissan et Daimler !

Fermer cette usine modèle pratiquant l'économie circulaire est une aberration économique et sociale, car celle-ci est rentable et de surcroît confère une belle image de responsabilité sociale en termes d'insertion par l'emploi, de formation par l'apprentissage.

Cet établissement fabrique et rénove 40 000 boîtes de vitesse et 39 000 moteurs par an, preuve de sa productivité et efficacité, comme le dit notre délégué syndical SAMIR Slim, «notre usine est archi rentable».

Pourquoi la sacrifier pour sauver FLINS alors que RENAULT pourrait adapter sa production et ses usines, profitant déjà des aides de l'Etat. Quoi qu'il en soit, l'**Union Départementale FO94** condamne cette annonce couperet et sera aux cotés de la section syndicale **FO** majoritaire de CHOISY LE ROI, pour sauvegarder le site et les emplois.

SECOND COUP DUR : le devenir de **Conforama**, et de ses deux magasins de Vitry et Ormesson qui doivent fermés courant 2020 dans le plan d'économies du groupe liée à la mauvaise gestion de STEINDORFF avec la suppression de 32 magasins et 1900 emplois !

Conforama, est dans le rouge sur le plan trésorerie devant la lenteur à obtenir la garantie de prêt auprès du tour de table des banquiers, la fin de mois est difficile tout comme l'accord sur les indemnités extra légales des licenciements problématique !

L'enseigne BUT lorgne sur **Conforama** !!! Le rachat par But atténuera le choc social mais bon le trait est tiré.

Là encore, notre section locale **FO** de VITRY sur seine requiert tout notre soutien et solidarité à défendre leurs emplois et rechercher des solutions alternatives !

TROISIEME COUP DUR : la fermeture repoussé du **Centre de Recherche Vitry Alfortville SANOFI (CRVA)**, avec la suppression de 180 emplois, nouveau paradoxe dans la situation de la crise sanitaire et de recherche de vaccin contre le covid, et mieux encore où le groupe SANOFI dégage 4 milliards de dividendes !

Ce nouveau monde, le jour d'après annonce des milliers de suppressions d'emploi, après que l'état d'urgence sanitaire a bouleversé le code du travail et affaiblit les droits des salariés, consultation et expertise écourtées.

Certes au lendemain du déconfinement, on redoutait cette casse sociale mais elle se précipite avec les demandes d'entretien préalable de licenciements que rencontrent nos conseillers du salarié dans les TPE et PME !

OUI clairement, l'**Union Départementale FO 94** entend défendre l'emploi, NON aux fermetures de Renault Choisy le roi, de Sanofi CRVA Alfortville, et elle demande et revendique une augmentation générale, des salaires et du smic sans oublier le renforcement du service public comme les moyens donnés aux hôpitaux et ephad. De surcroît un contrôle des aides publiques est nécessaire pour leur efficacité à sauvegarder l'emploi.

Un soutien de l'**UDFO 94** sera apporté à toutes nos structures syndicales **FO** qui engageront le combat pour la défense de l'emploi et de leurs revendications : il n'est pas de notre ressort ni mandat d'accompagner un plan de sortie de crise mais de porter nos revendications partout en tout lieu du monde salarial, privé et public comme de veiller aux garanties sanitaires et équipements de protection individuels aux salariés contraints de reprendre leurs activités.

Enfin toute vigilance sera apportée à la «ptite musique» qui se fait jour avec un come back de la réforme des retraites !

Marc BONNET
Secrétaire général (6 juillet 2020)